

le point sur... l'action intersectorielle



L'initiative des sommets montréalais : NUMÉRO 1 ses retombées sur la mobilisation

QUELS EFFETS LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE EN ROUTE POUR L'ÉCOLE ! ONT-ILS EUS SUR LA MOBILISATION DES ACTEURS ENGAGÉS EN PETITE ENFANCE ?

L'INITIATIVE DES SOMMETS MONTRÉALAIS SUR LA MATURITÉ SCOLAIRE, QUI DONNAIT SUITE À L'ENQUÊTE, A-T-ELLE ENTRAÎNÉ LES PROCESSUS DE CHANGEMENT SOUHAITÉS ?

L'annonce des résultats de l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2012 (EQDEM)* nous offre l'occasion de présenter le portrait d'une mobilisation organisée à la suite d'une enquête similaire, *En route pour l'école !*, menée en 2006 sur le territoire montréalais. Ce mouvement s'inscrivait dans l'initiative proposée par la Direction de santé publique de Montréal, les sommets sur la maturité scolaire. Nous espérons que les acteurs touchés par les résultats de l'EQDEM puissent être inspirés par notre analyse afin de poursuivre la réflexion et l'action collectives sur les enjeux relatifs au développement de l'enfant.

MISE EN CONTEXTE

Le développement de l'enfant est un déterminant important de la santé des populations. C'est pourquoi la Direction de santé publique de Montréal (DSP) réalise, en 2006, l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais *En route pour l'école !* Suivant le dévoilement des résultats de cette enquête, en février 2008, la DSP lance un appel à la concertation qui prend la forme de sommets locaux menant au Sommet montréalais sur la maturité scolaire (2009). L'objectif de cette vaste opération est de cerner les besoins liés au développement des enfants sur l'île de Montréal afin d'améliorer l'offre de ressources et de services. Avant la collecte de données, la DSP avait fait une tournée des principaux acteurs en petite enfance, qui avait abouti entre autres à un découpage des 29 territoires de CLSC en 101 voisinages. Cette nouvelle configuration reflétait mieux les milieux de vie.

L'enquête et l'initiative des sommets montréalais s'inscrivent dans la foulée du mouvement pancanadien en faveur du développement des enfants, amorcé en 1999 par le Centre Offord (McMaster University, Ontario) en partenariat avec *Comprendre la petite enfance (CPE)* du gouvernement du Canada. La démarche proposée par la DSP s'inspire notamment du travail de l'équipe de Clyde Hertzman réalisé en Colombie-Britannique, où les résultats obtenus à l'aide de l'*Instrument*



photo : Bachir Blidi

de mesure du développement de la petite enfance (IMPDE) avaient fourni des données de qualité aux collectivités les amenant à travailler ensemble à des objectifs communs.

Peu d'initiatives lancées au Canada ont fait l'objet d'études documentant les processus de changement qui en ont découlé. D'où l'intérêt de la recherche menée par l'équipe du Centre Léa-Roback et de la DSP auprès des acteurs engagés dans l'initiative des sommets montréalais sur la maturité scolaire dans six territoires de CLSC. Le projet visait à documenter les retombées de l'initiative, tant sur la mobilisation des partenaires que sur les actions subséquentes. La présente publication s'attardera au premier objectif, soit les retombées sur la mobilisation, les actions n'y apparaissant qu'à titre d'exemple.

À propos de l'étude

Titre de la recherche

Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais

Financement

IRSC, 2009 2012 – Programme de recherche interventionnelle en santé des populations

Intervention sous étude

Initiative des sommets montréalais sur la maturité scolaire enclenchée en 2008 par la DSP pour donner suite aux résultats de l'enquête *En route pour l'école !*

Objectif

Documenter les retombées (1) sur les acteurs et (2) sur les actions, tant au palier local que régional

Méthodologie

Territoires étudiés :

- CLSC Ahuntsic
- CLSC La Salle
- CLSC Pierrefonds
- CLSC Saint-Laurent
- CLSC Saint-Michel
- CLSC Verdun

Étude du *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* (devenu *Horizon 0-5* en 2011), pour le palier régional

Période visée :

Phase 1 - Sortie de l'enquête jusqu'au Sommet montréalais
Phase 2 – Période de l'après-sommets jusqu'à fin 2011

Collecte de données :

- Revue de la documentation administrative pertinente
- Observation des rencontres des comités de suivi et d'autres événements pertinents
- Série d'entrevues semi-structurées, individuelles ou en petits groupes (2 à 3 personnes)

UN APPEL À LA MOBILISATION

Au début de 2008, au moment où elle s'apprête à publier les résultats de l'enquête *En route pour l'école !*, la DSP réunit ses partenaires régionaux pour étudier les possibilités de tirer avantage des données qui seront rendues publiques sous peu. Deux constats retiennent l'attention : 35 % des enfants montréalais sont vulnérables au moment de leur entrée à l'école dans au moins un domaine de leur développement, et les résultats varient considérablement selon les territoires de CLSC, soit de 23 % à 43 %. La DSP voit la publication des résultats comme l'occasion de rassembler les acteurs engagés autour d'un thème, et ainsi, d'apporter un souffle nouveau à la concertation existante sur le terrain. Elle propose donc à ses partenaires régionaux de participer à l'organisation de sommets locaux et d'un sommet régional sous son leadership.

Le groupe initial de partenaires régionaux en petite enfance invite des regroupements d'organismes et institutions qui agissent localement à se joindre à eux pour former le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*. Son mandat comprendra l'appropriation des données de l'enquête, la réflexion sur les enjeux qu'elles soulèvent et la présentation d'un portrait plus précis de la situation grâce à la juxtaposition des savoirs issus de l'expertise terrain. Le comité régional soutiendra l'organisation des sommets locaux prise en charge par les centres de santé et de services sociaux (CSSS), et préparera lui-même un sommet régional qui permettra d'orchestrer les actions tant au palier local que régional. Le comité régional souhaite aussi se pencher sur l'harmonisation du financement régional et le développement d'une stratégie d'influence politique. Toutefois, ces deux objectifs seront mis en veilleuse, car tous les efforts sont consacrés à l'organisation des sommets locaux en vue du sommet régional.

L'INITIATIVE DES SOMMETS MONTRÉALAIS

Les 12 sommets locaux se déroulent de février 2008 à mai 2009, soit jusqu'au Sommet montréalais. Les événements prennent diverses formes selon les



photo : Zruda

territoires, certains les organisent en une seule journée et d'autres, en deux phases. De même, certains choisissent d'inviter des conférenciers et d'autres, de présenter des savoirs complémentaires aux résultats, un portrait des ressources du territoire, un *Vox Pop* auprès de parents sur la préparation à l'école, ou un portrait sociodémographique du territoire, par exemple. Tous ont introduit une forme de réflexivité collective en recourant à des ateliers de discussion. Des membres du comité régional assurent une présence dans parfois plus d'un territoire, consolidant ainsi les liens entre les paliers local et régional.

En parallèle aux sommets locaux, le comité régional prévoit deux journées thématiques, l'une se penchant sur la place des parents dans la concertation, et l'autre sur les spécificités montréalaises que sont les enjeux démographiques, la diversité ethnique, la mobilité de la population et la pauvreté. Ces journées ont réuni, en plus des membres du comité régional, principalement des gestionnaires et des intervenants des CSSS. Une journée d'échanges, cette fois réservée aux membres du comité régional, a permis aux partenaires des milieux de garde et du milieu scolaire de présenter les programmes et les portraits des services qu'ils dispensent. Une activité semblable a été organisée pour le milieu communautaire.

LES EFFETS MOBILISATEURS DE L'INITIATIVE DES SOMMETS MONTRÉALAIS

Quand les sommets prennent fin en 2009, certains territoires adoptent la structure des comités intersectoriels des sommets locaux qui deviennent des comités intersectoriels de suivi sur la maturité scolaire. D'autres

choisissent de traiter les recommandations aux tables de concertation déjà en place. En 2011, une fois les comités de suivi dissous, la majorité des partenaires se côtoient dans d'autres lieux de concertation, où sont mises en œuvre les actions définies comme prioritaires au cours des sommets.

Soulignons que l'initiative des sommets montréalais s'insérait dans une dynamique de concertation qui existait déjà depuis longtemps chez les acteurs locaux en petite enfance. Il est donc parfois difficile de départager ce qui résulte des sommets de cette mobilisation déjà présente dans les différents territoires.

Afin d'apprécier de façon juste les effets de l'initiative des sommets montréalais sur la mobilisation, nous nous attarderons aux retombées locales sur les réseaux d'acteurs engagés en petite enfance, et à la façon dont le comité régional s'est remodelé à la suite de l'initiative.

LES CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Les CSSS ont été mandatés par la DSP pour organiser les sommets locaux dans leurs territoires respectifs. Si, au départ, certains ont perçu ce mandat comme une commande, tous ont fini par reconnaître qu'ils étaient les mieux placés pour entreprendre la mobilisation de leur collectivité. Ils reconnaissaient en effet l'importance d'analyser les résultats à l'échelle locale. De plus, en tant qu'acteurs institutionnels historiques des instances de concertation en enfance-famille de leur territoire, ils ont la crédibilité et l'expertise nécessaires pour assurer un leadership. Toutefois, les CSSS étaient conscients qu'ils ne pouvaient assumer seuls l'organisation. C'est pourquoi ils ont tous, excepté un d'entre eux, formé un comité organisateur de partenaires intersectoriels. Outre le travail sur la planification et l'organisation des sommets locaux, ces comités se voulaient un lieu privilégié de discussion des résultats. Il fallait d'abord s'assurer de leur validité compte tenu du fait que certaines écoles n'avaient pas contribué à l'enquête. Certains comités ont donc demandé aux chercheurs une cartographie de la participation des écoles et des données complémentaires sur les enfants issus de l'immigration pour affiner leur analyse.

Pour certains CSSS, le fait d'être à la tête de l'initiative à l'échelle locale leur a permis de mieux se faire connaître de l'ensemble des partenaires intersectoriels. Par conséquent, les demandes de services ont augmenté : meilleure accessibilité aux ressources en orthophonie et en psychoéducation, réalisation d'un portrait des ressources consacrées à la tranche d'âge 0-5 ans et suivi de l'initiative des sommets montréalais. D'ailleurs, ce suivi est devenu une priorité dans la plupart des plans d'action locaux de santé publique (PAL) des CSSS. À cet égard, les organisateurs communautaires ont joué un rôle instrumental en ramenant les enjeux soulevés lors des sommets dans les différents lieux de concertation. Notons aussi qu'en réponse aux sommets, l'Agence de la santé et des services sociaux a investi dans les Interventions éducatives précoces (IÉP) et les Approches multidisciplinaires et intégrées en stimulation (AMIS). Cependant, les besoins sont grands et, en comparaison, l'investissement par CSSS s'avère relativement faible.

Certains CSSS considèrent que le milieu a donné suite aux sommets plus rapidement qu'ils ne l'ont fait et qu'il est devenu urgent de se questionner sur la spécificité de l'institution. La table de concertation d'un territoire a, par exemple, demandé que le CSSS se concentre sur la tranche d'âge 0-2 ans.

Du côté de l'organisation des services à l'interne dans les CSSS, on note peu de changements. En effet, on fait face à des obstacles organisationnels difficiles à surmonter : roulement important au sein des équipes de gestion, lourdeur administrative qui freine le développement de projets innovants avec d'autres partenaires, difficulté de faire passer les demandes en lien avec les suites des sommets devant celles qui viennent de l'institution, manque de temps des organisateurs communautaires qui doivent se consacrer à l'accompagnement des milieux pour la planification collective exigée par *Avenir d'enfants* et à l'implantation des programmes d'éveil à la lecture et à l'écriture (ÉLÉ).



photo : Marcel Schoenhardt

« Les bailleurs de fonds ont été invités. Pour nous, c'était important qu'ils entendent les préoccupations du terrain. Centraide et le ministère de la Famille ont assisté aux sommets et ils ont dit que ça leur faisait voir les choses d'un nouvel angle. »
- *Organisme communautaire*



photo : Ron Zack

L'initiative des sommets montréalais en coup d'oeil

	Acteurs impliqués	Objectifs
Enquête <i>En route pour l'école !</i>	Enquête réalisée par la DSP <i>Partenaires :</i> <ul style="list-style-type: none"> • Fondation Lucie et André Chagnon • Les 5 commissions scolaires de Montréal • Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant (GRIP) • Centre 1,2,3 GO ! • Développement social Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • Dresser un portrait de l'état de développement des tout-petits à Montréal au moment de leur entrée à l'école dans la perspective de favoriser leur mieux-être et leur réussite scolaire
Sommets locaux	<i>Responsables :</i> Les 12 CSSS <i>Collaboration :</i> Leurs partenaires locaux <i>Soutien :</i> La DSP	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter aux acteurs locaux les résultats de l'enquête en tenant compte des particularités des territoires • Adapter chaque sommet à la situation particulière des quartiers (partenariats locaux en place, type de clientèle...) • Créer un espace de réflexion et d'échange sur les principaux enjeux en lien avec les réalités locales et les pistes de solution possibles
Sommet montréalais	Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Réfléchir et échanger sur les enjeux communs à plusieurs territoires • Formuler de façon plus approfondie les pistes de solution à privilégier, particulièrement en ce qui concerne celles qui interpellent une action de la part des acteurs régionaux
Bilan de la démarche	La DSP	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer une analyse transversale thématique de l'ensemble des productions écrites issues de la démarche pour soutenir la planification et l'implantation des actions dans les milieux

« Le milieu nous voit comme les leaders du dossier maturité scolaire, donc ça va de soi que la maturité scolaire apparaît dans le PAL. » - CSSS

Réalisations

- Rencontre avec les commissions scolaires pour obtenir leur collaboration à la collecte de données
- Rencontre avec les principaux acteurs en petite enfance de chacun des 12 CSSS du territoire montréalais pour les informer des objectifs de l'enquête et de la mobilisation
- Définition d'un nouveau découpage du territoire montréalais (plus significatif pour les communautés) en 101 voisinages
- Collecte des données auprès des enseignants
- Production et dévoilement d'une série de rapports présentant le portrait de la maturité scolaire des enfants montréalais dans les 5 sphères de développement mesurées par l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE)

Dates importantes

- 2005
Demande de collaboration auprès des commissions scolaires et d'autres partenaires
- Février 2006
Collecte des données
- Février 2008
Publication des résultats

- Organisation et tenue de 12 sommets locaux (1 par territoire de CSSS) qui ont chacun rejoint plus d'une centaine de personnes
- Échanges fructueux favorisant une lecture commune de la situation et permettant l'identification de nombreux défis et pistes de solutions relatifs au développement des ressources, à l'organisation des services et à la façon d'intervenir auprès des enfants et des familles
- Rédaction de 12 rapports synthèse faisant état des discussions de la journée (avec le soutien de la DSP pour la prise de notes lors des différentes activités)
- Définition de 3 priorités d'action par territoire

Automne 2008 à printemps 2009

- Organisation et tenue de deux journées thématiques (la place des parents et les spécificités montréalaises) qui ont mis à l'avant-plan des enjeux spécifiques avant la réalisation des sommets locaux
- Analyses itératives de l'information émergeant des sommets locaux afin d'assurer l'alignement du Sommet montréalais avec les préoccupations locales
- Organisation et tenue du Sommet montréalais et production d'une synthèse des principales orientations et pistes de solution soulevées
- Promotion des 3 priorités établies par les CSSS et leurs partenaires

- Avril 2008
Formation du comité
- 28 mai 2009
Sommet montréalais
- Septembre 2009
Diffusion de la synthèse

- Diffusion d'un document synthèse qui dresse le portrait des principales préoccupations exprimées par une majorité de partenaires tout au long de l'initiative des sommets
- Diffusion d'une vidéo relatant les faits saillants du Sommet montréalais sur la maturité scolaire (28 mai 2009)

- Septembre 2009
Début de l'analyse
- Hiver 2010
Diffusion du bilan

Source : Laurin I, Samson I, Lavoie S, Durand D. 2010. *Les sommets sur la maturité scolaire. Document synthèse de la démarche effectuée en 2008-2009*. Montréal : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux.

Des outils pour soutenir la réflexion

Les chercheurs ont mis à la disposition des acteurs plusieurs outils leur permettant de s'appropriier les données :

- (1) des rapports détaillés sur la maturité scolaire par commission scolaire (5), par école (203), par CSSS où les données sont analysées aussi par CLSC et voisinage (12), un rapport régional et un rapport synthèse
- (2) une cartographie du déploiement des programmes publics à la petite enfance, soit les Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE), les services de garde à l'enfance et la maternelle 4 ans
- (3) un tableau synthèse des indicateurs de maturité scolaire et des indicateurs socioéconomiques par CSSS, par CLSC et par voisinage



photo : Zruda

« Oui, les organismes communautaires sont très présents. L'enquête a permis de resserrer les liens. Elle a fait prendre conscience d'une urgence de faire quelque chose. »

- CPE

« Notre comité s'est mobilisé pour obtenir davantage de places en services de garde. Le territoire a obtenu beaucoup plus de places que ce qui était prévu et je crois que la maturité scolaire a servi de levier. »

- Ville

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Le milieu communautaire a connu peu de changements liés à l'initiative des sommets montréalais. En effet, déjà très actifs au sein de la concertation, les organismes ont poursuivi leur engagement en participant aux comités organisateurs et de suivi des sommets.

Notons que le *Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal* (ROCFM) s'est retiré du comité régional, invoquant notamment sa position contre les partenariats public-privé (PPP) sociaux et son embarras devant le fait qu'*Avenir d'enfants* est l'un des principaux bailleurs de fonds du comité régional. Le retrait du ROCFM a mis ses membres dans une situation délicate. Même s'ils soutenaient le choix de leur regroupement, certains organismes communautaires ont continué à collaborer aux initiatives en petite enfance dans les territoires financés par *Avenir d'enfants*. Ils ont été invités à prendre part à l'action collective parce qu'on reconnaît la valeur de leurs actions et ils s'y sont impliqués parce que bon nombre entretiennent un partenariat de longue date avec des organismes de leur milieu qui émettent moins de réserves à l'égard des PPP sociaux.

Ajoutons que dans les territoires comptant peu d'organismes communautaires famille, les partenaires ont sollicité certains organismes communautaires déjà en place pour qu'ils ajoutent un volet famille à leur programmation, et ce, afin de répondre aux besoins relevés dans leur voisinage.

LES SERVICES DE GARDE

Il est difficile de cerner les retombées des sommets sur la mobilisation du réseau des services de garde en raison de l'analyse complexe que cause la répartition inégale des différents types de services de garde (CPE, garderies privées subventionnées et non subventionnées et garderie en milieu familial) dans les territoires à l'étude. De plus, des CPE et des garderies privées subventionnées participaient déjà activement aux tables de concertation en petite enfance, et continuent à le faire. Somme toute, la configuration de la mobilisation a peu changé à la suite des sommets.

Ce n'est pas faute d'avoir essayé de stimuler la mobilisation du réseau : le *Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal* (RCPEÎM) a invité ses membres à prendre part aux sommets, et le MF a fait de même avec les membres des autres services de garde, subventionnés ou non subventionnés.

Malgré ce constat, il y a des notes positives. Par exemple, les CPE se sont engagés dans les actions mises de l'avant dans leur collectivité. Dans certains territoires, ils se sont joints aux tables de concertation en petite enfance pour revendiquer des places lors de l'appel d'offres de 2008. Ils se sont fondés sur les résultats de l'enquête qui avait recensé les quartiers où le pourcentage des enfants vulnérables était élevé. En revanche, nous ne sommes pas en mesure de démontrer si les places demandées ont été accordées.

De plus, les CPE et certaines garderies privées subventionnées ont été assidus aux comités, dont les comités ÉLÉ et d'autres qui se sont penchés sur la transition scolaire. Ils ont été nombreux à assister aux journées de partage organisées dans plusieurs territoires pour réfléchir aux modalités de transition vers l'école. Ces événements réunissaient le milieu scolaire et le réseau des services de garde. Soulignons également qu'à la suite du sommet régional, le RCPEÎM a conçu la trousse ODILE pour soutenir les éducatrices dans leurs stratégies d'intervention en développement du langage.

De l'aveu même des CPE déjà mobilisés, il serait souhaitable que les CPE se joignent en plus grand nombre aux discussions sur la planification collective en petite enfance, par exemple aux tables de concertation. De plus, les partenaires considèrent comme essentielle la participation des représentants de tous les types de services de garde aux instances de concertation. En effet, ils s'inquiètent que les enfants qui fréquentent en proportion considérable les garderies en milieu familial ou les garderies privées, subventionnées ou non subventionnées, ne reçoivent pas les mêmes services que ceux pris en charge par les CPE. On pense entre autres au programme IÉP, dispensé par l'intermédiaire des CSSS, et aux programmes ÉLÉ. Néanmoins, leur présence aux tables de concertation pose des défis. D'une part, les membres des tables ont un

préjugé nettement favorable à l'égard du réseau des CPE qu'ils estiment de meilleure qualité. D'autre part, dépourvues de la souplesse que permet la structure des CPE, les garderies privées ont du mal à dégager du temps aux intervenants pour qu'ils assistent davantage aux activités de concertation ou de formation organisées dans la collectivité.

Les services de garde, en raison de leur position privilégiée auprès des enfants, sont mieux à même de comprendre leur réalité. Ils ont donc un rôle de premier plan dans la planification du travail. Les partenaires reconnaissent qu'il faut tout mettre en œuvre pour assurer la participation de tous les services de garde, peu importe le type.

LE MILIEU SCOLAIRE

La mobilisation du milieu scolaire pour la petite enfance n'est pas nouvelle. Certaines directions d'école, par exemple, prennent part depuis longtemps aux tables de concertation. Toutefois, l'initiative des sommets est l'occasion de consolider des liens avec le réseau de la petite enfance et d'élaborer formellement des stratégies d'intervention en amont de l'école.

Plusieurs actions entreprises en 2009 témoignent de la mobilisation dans le milieu scolaire : la fusion de la *Table des partenaires pour la persévérance scolaire à Montréal* et du *Carrefour de lutte au décrochage scolaire* donne naissance au *Réseau Réussite Montréal* (RRM) ; le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) lance le plan *L'école, j'y tiens !* L'intervention en amont de l'école, possible grâce à la création de ponts avec le réseau de la petite enfance, s'inscrit désormais dans les stratégies d'action promues par les deux instances. Cela encourage les acteurs du milieu scolaire à participer massivement aux comités de suivi. À titre d'exemple, trois commissions scolaires d'un territoire ont collaboré au comité organisateur du sommet local et au comité de suivi sur la maturité scolaire pendant plus d'un an. Un autre exemple est la contribution des conseillères pédagogiques de la majorité des territoires aux travaux des tables de concertation en petite enfance et à ceux des sous-comités de travail sur la préparation à l'école. Les

retombées positives de cet engagement ont été abondamment commentées. Bien au fait des programmes préscolaires et desservant plusieurs écoles, ces spécialistes ont facilité les liens entre le milieu scolaire et les milieux de garde. Dans les territoires qui ont adopté le programme ÉLÉ ou qui avaient une expérience de mobilisation pour la transition vers l'école, elles ont joué un rôle de liaison considérable entre les divers comités de travail et les tables de concertation des deux réseaux : celui de la petite enfance et le scolaire.

La collaboration entre les commissions scolaires et les milieux de garde, souhaitée par les acteurs en petite enfance depuis de nombreuses années, fait foi de la volonté du milieu scolaire de s'engager et vient justifier la mobilisation des directeurs d'école envers la petite enfance. Néanmoins, dans les territoires non ciblés par RRM, la succession répétée des représentants des commissions scolaires aux tables de concertation, le taux de roulement des directions d'école et les compressions budgétaires fragilisent les liens et menacent les acquis vers la fin 2011. Quant aux territoires ciblés par RRM où les commissions scolaires sont actives, les liens entre RRM et les tables de concertation en petite enfance ont nécessité des ajustements. On perçoit une certaine confusion quant au rôle spécifique de RRM par rapport à celui des commissions scolaires. Par exemple, les acteurs du milieu ayant pris part au suivi des sommets s'étonnent que RRM ne les ait pas consultés pour l'élaboration de son plan d'action sur la persévérance scolaire, même si un des axes du plan concernait la tranche d'âge des 0-5 ans.

En revanche, le réseau scolaire et celui des milieux de garde de tous les territoires, à l'exception d'un, ont collaboré activement – et le font toujours – à la conception ou à l'implantation d'outils de transition vers l'école. L'un des territoires n'a pas pu agir aussi rapidement que les autres sur ce plan. Cela est lié au fait qu'il accueille un haut taux de nouveaux arrivants dont les enfants intègrent ou quittent l'école en cours d'année scolaire ou fréquentent des services de garde informels, peu représentés dans les lieux de concertation. Le caractère singulier de ce territoire de transition présente des défis que la *Table de*



photo : Sneebly



photo : Wez

« On travaillait déjà avec tous les partenaires du milieu mais c'est vraiment l'implication du milieu scolaire, plus intense et plus formelle, qui est nouvelle. »
- Ville

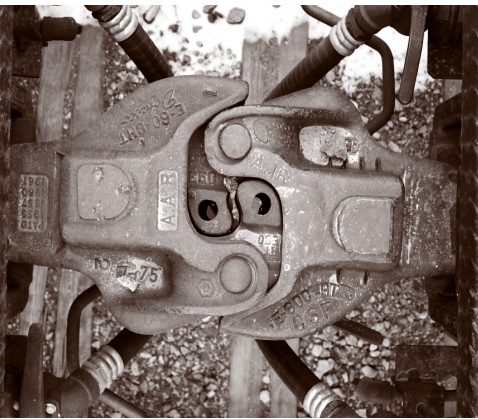


photo : Chris Huggins

« L'arrondissement nous soutient beaucoup. Je remarque depuis le sommet que lorsqu'ils font des appels de projets à travers l'enveloppe « Initiative interculturelle et familiale », ils priorisent la petite enfance. Ce n'était pas comme ça avant les sommets. Moi, ça m'a frappée. »
- CSSS



photo : Sneebly

concertation des CPE se projetait d'aborder en 2012.

Sur les deux territoires qui se sont efforcés de créer des liens avec le milieu scolaire anglophone lors des sommets, un seul y est parvenu par l'entremise de certains CPE et écoles anglophones qui ont traduit un outil de passage vers l'école.

L'alliance entre les deux réseaux se concrétise principalement par des activités qui favorisent le passage vers l'école. Mis à part cet enjeu, les préoccupations du réseau de la petite enfance touchent peu les directions d'école qui remettent périodiquement en question leur présence aux tables de concertation. À cet égard, l'engagement à long terme du réseau scolaire envers la petite enfance n'est pas acquis. C'est donc le réseau de la petite enfance qui semble tirer davantage profit de cette alliance, ce qui n'a rien d'étonnant puisque c'est à lui qu'incombe le rôle, important, de préparer les enfants pour l'école.

LES ARRONDISSEMENTS

En 2008, après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête *En route pour l'école !*, la Ville s'invite à la première rencontre du *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*. Elle souhaite prendre part à la réflexion collective dans la mesure où elle se reconnaît un rôle d'éducateur informel dans le soutien à la petite enfance. Elle organise donc deux rencontres, l'une avec les membres du réseau des bibliothèques et l'autre avec les acteurs du développement social afin de les encourager à participer activement aux sommets dans leurs arrondissements respectifs.

Des bibliothèques nomades

Le réseau des bibliothèques a grandement bénéficié de cet effort de mobilisation locale. En 2009, la Ville crée dans certains territoires de nouveaux postes de bibliothécaires « hors les murs ». Cette décision de la Ville n'est pas un effet direct des sommets, mais la programmation des nouveaux services en est une de toute évidence. Dans les territoires en question, cela se traduit par une forte présence des bibliothèques aux tables de concertation en

petite enfance, aux comités ÉLÉ et à d'autres comités créés pour donner suite aux sommets. Des ponts sont ainsi établis avec les services de loisirs et de développement social, les bibliothèques offrant des activités de lecture dans les camps de jour ou dans les parcs. Parmi les autres retombées citons : un nouveau service qui autorise les organismes d'accueil de jeunes enfants à obtenir des cartes de bibliothèques et à emprunter des documents au nom de leurs groupes ; une révision du choix d'emplacements des bibliobus selon la nouvelle priorité accordée aux quartiers à forte proportion d'enfants vulnérables ; la conception d'une collection de livres destinée aux services de garde.

Les partenaires sont unanimes pour dire que les sommets ont permis aux bibliothèques de se rapprocher de la collectivité en resserrant les liens avec les organismes. Ils ont le sentiment que la bibliothèque perçoit son rôle différemment : autrefois, nous allions à la bibliothèque, aujourd'hui, elle vient à nous. Ils ont aussi pris conscience que le réseau des bibliothèques a la capacité de rejoindre les enfants des garderies privées non subventionnées tout comme ceux qui ne fréquentent aucun service de garde.

Des actions locales

Outre les nouveaux services des bibliothèques, la Ville s'est illustrée autrement. Ainsi, un arrondissement a intégré un volet sur la maturité scolaire dans un plan d'action destiné à un quartier désigné comme zone prioritaire d'intervention. L'intervention mise en œuvre en 2009 l'a été grâce à un partenariat avec le milieu scolaire, les services de santé, les groupes communautaires et le réseau des bibliothèques. L'arrondissement, qui était déjà au comité de la petite enfance, s'est démarqué à la suite des sommets en finançant des activités favorisant la maturité scolaire.

LES PARENTS

Les comités organisateurs locaux ont fortement encouragé les parents à prendre part aux sommets, notamment aux ateliers de réflexion ou dans le cadre de *Vox Pop*. Dans certains territoires, surtout là où 1, 2, 3, GO ! était présent, les parents ont

contribué à la réflexion collective lancée par l'initiative. De plus, le Bureau de Consultation Jeunesse (BCJ) de l'ouest de l'île a mobilisé des jeunes mères de son territoire. Celles-ci ont d'ailleurs été les instigatrices d'une pétition dénonçant le nombre restreint d'invitations accordées aux parents au Sommet montréalais de mai 2009.

Le comité régional tenait aussi à leur donner une place. Ainsi, la DSP a animé neuf groupes de discussion auprès de parents recrutés avec la collaboration des organisateurs communautaires des CSSS, et invités à se prononcer sur leurs besoins et l'utilisation des services liés à la préparation à l'école. Il y avait effectivement peu de parents au Sommet montréalais comme l'a déploré le BCJ. Ils ont cependant pu contribuer aux débats par leur participation aux panels et la présentation de *Vox Pop*.

La participation des parents s'arrête avec le Sommet montréalais. Car, même si tous les acteurs reconnaissent l'importance d'inclure les parents dans l'élaboration des services, les structures de concertation et leur mode de fonctionnement, les intérêts des acteurs présents et le contexte politique régissant l'offre de services aux familles ne favorisent pas leur mobilisation.

AU PALIER RÉGIONAL

Au lendemain des sommets, le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* doit revoir son mandat. Il révisé sa composition afin de consolider son partenariat avec les autres organismes régionaux de concertation. Il invite donc un représentant de la *Table des directeurs régionaux des commissions scolaires de Montréal* qui lui-même convie un représentant du RRM. On s'assure ainsi, d'une part de favoriser la transmission d'informations, d'autre part d'agir sur le lien entre la maturité scolaire et la persévérance scolaire. Outre le RRM, la *Conférence régionale des élus* (CRÉ) se joindra au comité régional. Formée d'élus, d'acteurs publics et de gens d'affaires, cette dernière s'affirme comme interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional.

Le ROCFM avait quitté le comité régional pendant l'organisation des sommets, invoquant un malaise avec le leadership de

la DSP et la difficulté d'inscrire à l'ordre du jour le problème du financement de base des organismes communautaires famille. Il le réintégrera en 2009 avant de s'y retirer définitivement en 2011, cette fois en raison de divergences à propos du fonctionnement et des orientations. Il restera néanmoins en périphérie, prêt à collaborer aux activités du comité régional de manière ponctuelle et informelle.

Le comité régional, qui avait adopté une gouvernance horizontale, mettra sur pied un comité de coordination qui garantit un leadership partagé entre les membres et qui réduira la crainte, ressentie aux sommets, que la DSP oriente les décisions. Il obtient du financement qui permettra, entre autres, l'embauche d'une agente de développement et le soutien à la programmation.

Au terme du Sommet montréalais, les membres du comité régional s'engageaient à maintenir la mobilisation à l'égard du développement des enfants en signant la *Déclaration montréalaise sur le développement de l'enfant*. Le comité régional s'est appuyé sur ce document ainsi que la synthèse de l'initiative des sommets pour élaborer son plan stratégique. Vu l'importance de tenir compte des préoccupations locales dans ses orientations, le comité régional sondera les 300 personnes qui avaient participé au Sommet montréalais de mai 2009 au sujet des axes stratégiques à retenir. Le 6 juin 2011, après deux ans de travail, le comité régional dépose son plan stratégique 2010-2015. Il dévoile par la même occasion son nouveau nom : *Horizon 0-5*.

Le Plan s'articule autour de trois priorités et se décline en objectifs généraux et spécifiques qui tiennent compte des préoccupations soulevées au Sommet montréalais et retenues après l'initiative. La question du financement des organismes communautaires y sera abordée. Cependant, le financement à la mission, souhaité par le mouvement communautaire, sera mis de côté. Le comité régional proposera plutôt, de concert avec les collectivités locales, la notion de panier de ressources et de services de base pour tous les quartiers. On croit ainsi avoir trouvé un outil pour assurer un investissement équitable des ressources entre les quartiers.

Un an après le Sommet montréalais, le comité régional peut compter sur la participation de deux instances importantes de concertation régionale dont la mission est en lien étroit avec le développement de l'enfant :

- Réseau Réussite Montréal (persévérance, réussite, lutte au décrochage)
- Conférence régionale des élus de Montréal (développement régional)

Horizon 0-5 - Partenaires en action pour l'enfant

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal - Direction de santé publique

Avenir d'enfants*

Centraide du Grand Montréal

Coalition montréalaise des tables de quartier

Conférence régionale des élus de Montréal

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)

Ministère de la Famille (MF)

Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles (MICC)

Québec en forme

Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal (RCPEIM)

Réseau Réussite Montréal

Table des directeurs généraux des commissions scolaires de l'île de Montréal

Table régionale de santé publique - Centres de santé et de services sociaux

Ville de Montréal

* Centre 1, 2, 3 Go! et Québec Enfants ont fusionné pour devenir Avenir d'enfants

Le plan stratégique 2010-2015 en bref

Deux cibles :

- Réduire de 5 % le taux de vulnérabilité des enfants montréalais de 0-5 ans à leur entrée à l'école
- Mobiliser 75 % des communautés locales dans l'atteinte de cet objectif

Trois axes stratégiques :

- Consolider les alliances et les arrimages entre réseaux œuvrant auprès des enfants montréalais de 0-5 ans et leur famille
- Consolider les savoirs et faciliter l'échange et la diffusion des connaissances et des pratiques visant le développement global des enfants montréalais de 0-5 ans
- Soutenir le développement et le déploiement des ressources et services pour les enfants montréalais de 0-5 ans et leur famille

Tiré du *Plan stratégique 2010-2015 : partenaires en action pour l'enfant (Horizon 0-5)*

« Le parent prend toute son importance pour nous alimenter puis le sommet est venu confirmer ça [...]. Ils ont été plus qu'aidants. Ils ont été très investis. »
- CSSS

L'après-sommets a été marqué par l'étiollement de la collaboration entre les acteurs des deux paliers en raison d'un manque d'encadrement ou de soutien des collectivités locales de la part des acteurs régionaux. Toutefois, le lancement du plan stratégique, en 2011, permettra aux acteurs régionaux de renouer avec leurs homologues locaux.

Conscient du décalage entre le palier régional et le palier local déjà en action, *Horizon 0-5* réalisera en 2011 et 2012 deux projets qui favoriseront la reprise de contact : *En action pour les familles isolées* et le *Panier de services*.

Cependant, les attentes des acteurs locaux envers le palier régional demeurent insatisfaites. D'une part, ils veulent qu'*Horizon 0-5* exerce une influence politique dans les cas où le palier local est impuissant. Par exemple, ils aimeraient qu'on mette un frein à la multiplication des garderies privées non subventionnées. D'autre part, ils demandent que le palier régional travaille sur l'harmonisation du financement. Indéniablement, il est difficile de répondre à ces attentes. En effet, toute solution signifie une perte d'autonomie des bailleurs de fonds en regard de la définition de leur programme et de la reddition de comptes. L'entrée en scène d'acteurs issus des partenariats publics-philanthropiques, qui tiennent eux aussi à une reddition de compte séparée, ne simplifie rien. Sur le plan de l'influence politique, *Horizon 0-5* adopte une position qui assure de ne jamais placer ses membres dans l'embarras, ceux-ci étant aussi des répondants des ministères responsables des politiques et des programmes publics.

L'ENQUÊTE QUÉBÉCOISE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS À LA MATERNELLE : UNE OCCASION POUR DYNAMISER LES PARTENARIATS

Il nous a semblé important, à la publication des résultats de l'EQDEM 2012, de présenter une vue d'ensemble des réseaux qui ont mis la main à la pâte pour donner suite à l'enquête *En route pour l'école !*,

notamment en participant à l'initiative des sommets montréalais proposée par la DSP. Les acteurs des différents réseaux pourront se servir d'un nouveau portrait des enfants de maternelle de manière à poursuivre leur réflexion et leur action.

La recherche démontre que l'initiative des sommets montréalais a soutenu la mobilisation déjà existante des acteurs engagés auprès des enfants. Certes, certains territoires pouvaient déjà compter sur une structure de concertation, mais l'initiative a souvent permis de renforcer les liens existants, d'étendre les réseaux et d'inspirer les acteurs. Notons que l'analyse des résultats par voisinage a été fort utile dans le cadre de l'exercice. Elle a en effet permis de cerner et de financer les actions à mener dans des milieux précis où les besoins des populations sont criants mais rarement une priorité pour les décideurs, faute de données.

Nous croyons que le bilan de la mobilisation après l'initiative des sommets montréalais nous permet de prendre connaissance des forces du milieu sur lesquelles compter ainsi que des défis à relever. Il nous rappelle aussi l'importance de l'action intersectorielle dans un contexte où le parcours préscolaire des enfants n'est pas unique et s'inscrit dans des trajectoires multiples : certains fréquentent les milieux de garde, d'autres la maternelle 4 ans et d'autres encore demeurent à la maison jusqu'à l'entrée à leur maternelle. En misant sur la concertation, on s'assure de mieux faire connaître les services offerts dans la collectivité et d'en accroître l'accessibilité.

Nous souhaitons que ce portrait des suites de l'initiative des sommets montréalais puisse servir d'inspiration aux acteurs québécois en petite enfance qui s'apprentent à s'engager sur la même voie, et qu'ils y trouvent des outils pour faire évoluer leurs pratiques, et ainsi, mieux agir ensemble.

POUR EN SAVOIR PLUS

... sur l'enquête et l'initiative des sommets

Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais. En route pour l'école !

Plusieurs documents en lien avec l'enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais et l'initiative des sommets sont disponibles sur le site de la DSP: www.santemontreal.qc.ca (Tout-petits)

Laurin I, Lavoie S, Guay D, Durand D, Boucheron L. 2012. L'enquête sur le développement des enfants à leur entrée à l'école. *Santé publique*, 1 (jan.-fév.) : 7-22.

Instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE)

Janus M, Brinkman S, Duku E, Hertzman C, Santos R, Sayers M, Schroeder J, Walsh C. 2007. The Early Development Instrument: A Population-based Measure for Communities. A Handbook on Development, Properties, and Use. Hamilton (ON): Offord Centre for Child Studies, McMaster University.

Janus, M. 2013. Early Development Instrument: "From results to action survey" Report. Hamilton (ON): Offord Centre for Child Studies, McMaster University.

Initiative Comprendre la petite enfance

Emploi et Développement social Canada
Section Petite enfance
www.rhdcc.gc.ca

Laurin I, Bilodeau A, Chartrand S. 2011. Maturité scolaire et mobilisation communautaire : Étude rétrospective dans un quartier montréalais. *Revue canadienne de santé publique*, 103 (7) : S33-S36.

Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)

Institut de la statistique du Québec. 2013. Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2012. Portrait statistique pour le Québec et ses régions administratives. Québec : Gouvernement du Québec.

Un comité a été mis en place pour assurer la diffusion et l'appropriation des résultats de l'EQDEM : le *Comité montréalais de l'EQDEM*. Vous pouvez suivre les travaux en vous abonnant à l'Info-lettre : EQDEM-mtl@gmail.com.

... sur le projet de recherche

Bilodeau A, Laurin I, Giguère N, Lebel A. 2011. Transformer des résultats d'enquête populationnelle en intervention de santé publique. *La Santé de l'homme*, 414 (juil.-août) : 25-27.

Bilodeau A, Laurin I, Giguère N, Lebel A, Bisset SL, Audet G. 2011. Événement de partage local-régional du 19 avril 2011 sur les résultats de la recherche. Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais. Montréal : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux.

... sur quelques-uns des événements qui ont ponctué la mobilisation des partenaires

Déclaration montréalaise sur le développement de l'enfant. Mieux faire grandir les tout-petits - mai 2009

www.horizon05.com (Historique)

Positionnement des parents sur le manque de place au Sommet montréalais - mai 2009

Bureau de consultation jeunesse. 2009, 27 mai. *Mobilisation dans le cadre du Sommet montréalais sur la maturité scolaire*. [Communiqué].

Création du Réseau Réussite Montréal - mai 2009

Réseau Réussite Montréal. 2009, 4 mai. Assises régionales sur la persévérance scolaire - région de Montréal : une concertation qui fera école ! [Communiqué].

Publication du plan d'action contre le décrochage scolaire - septembre 2009

L'école, j'y tiens ! - Tous ensemble pour la réussite scolaire. MELS
www.mels.gouv.qc.ca (Dossiers thématiques)

Création d'Horizon 0-5 et publication de son plan stratégique 2010-2015 - juin 2011

www.horizon05.com (Nouvelles)

Position du Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM) sur les PPP sociaux

www.rocfm.org (Dossier PPP sociaux)

... sur quelques-unes des actions entreprises pour favoriser le développement des enfants

Programme d'éveil à la lecture et à l'écriture (ÉLÉ)

Le *Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture* dans les milieux défavorisés a pour objet de faire en sorte que les organismes publics et communautaires incorporent à leur programmation différentes activités d'éveil à la lecture et à l'écriture.

Programme Interventions éducatives précoces (IÉP)

Le programme *Interventions éducatives précoces* est une offre de service des CSSS. Il vise à favoriser le développement optimal des enfants. Il s'adresse aux intervenants des services de garde et des organismes communautaires famille qui accueillent des enfants vivant en contexte de vulnérabilité.

Approche multidisciplinaire et intégrée en stimulation (AMIS)

Cette approche développée en CSSS s'adresse aux enfants chez lesquels on soupçonne un retard de développement. Elle vise à diminuer les délais d'attente pour les services d'évaluation diagnostique et à accélérer l'accès à des services spécialisés, lorsque requis.

Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant (ODILE)

L'*Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant* est une trousse conçue par le RCPEIM dans le but de favoriser le développement d'habiletés langagières chez les tout-petits.

L'équipe de recherche

CO-CHERCHEUSES PRINCIPALES

Isabelle Laurin, chercheuse, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeure adjointe de clinique, Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal

Angèle Bilodeau, chercheuse, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeure agrégée de clinique, Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal

CO-CHERCHEURS

Louise Potvin, Université de Montréal

Yves Couturier, Université de Sherbrooke

Sherri-Lynn Bisset, Université Laval

UTILISATRICE DE CONNAISSANCES

Isabelle Samson, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux

Partenaires ayant participé à la recherche dans les territoires étudiés et au palier régional

Claire Wallot (CLSC Pierrefonds)

Sandra Lalancette (CLSC St-Laurent)

Marie Danielle Girouard (CLSC St-Michel)

Luc Paradis (CLSC LaSalle)

Hélène Felteau (CLSC Verdun)

Lucie Séguin (CLSC Ahuntsic)

Horizon 0-5

L'équipe tient à remercier particulièrement

Francine Trickey, responsable du secteur Tout-Petits Jeunes à la DSP, pour sa reconnaissance et son soutien envers nos travaux de recherche

Le Centre Léa-Roback est principalement financé par l'Institut de la santé publique et des populations des Instituts de recherche en santé du Canada par l'entremise de son programme de subventions programmatiques pour la santé et l'équité en santé. Il est soutenu par la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.

RÉDACTION ET RECHERCHE

Isabelle Laurin, Angèle Bilodeau, Nadia Giguère, Anouk Label

PRODUCTION

Isabelle Thérien, Céline Flahault, Alain-Napoléon Moffat, Donald Goodes

GRAPHISME

Valna inc.

Une publication du Centre Léa-Roback, centre de recherche sur les inégalités sociales de santé
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514-528-2400 (3570)
www.centrearoback.ca

Dépôt légal :

ISSN 2292-1427

Titre-clé : Le point sur ... l'action intersectorielle (Imprimé)

ISSN 2292-1435

Titre-clé : Le point sur ... l'action intersectorielle (En ligne)

Les reproductions de ce texte, en tout ou en partie, sont autorisées à condition d'en mentionner la source.